

Tarifications bancaires : décisions du CCSF

Faisant suite au rapport de propositions sur les tarifs bancaires de MM. Georges Pauget et Emmanuel Constans, le Comité consultatif du secteur financier (CCSF) a pris, lors de sa réunion du 21 septembre 2010, un certain nombre de mesures pour des tarifs bancaires plus justes et plus équilibrés.

1 – Renforcer la lisibilité, la transparence, la comparabilité et le suivi des tarifs bancaires

A partir du 1^{er} janvier 2011, une liste standard de 10 tarifs figurera en tête des nouvelles plaquettes tarifaires et, à partir du 30 juin 2011, les banques feront figurer le total mensuel des frais bancaires dans les relevés mensuels de compte. Le CCSF assurera une nouvelle mission d'observatoire des tarifs bancaires et remettra son premier rapport en septembre 2011.

2 – Ouvrir la voie à des moyens de paiement plus modernes

Les banques ont pris l'engagement de poursuivre la diffusion active de la carte à autorisation systématique et de proposer une initiative sur le virement de proximité pouvant se substituer au chèque. Le CCSF lancera des travaux pour l'évolution du TIP et une étude sur l'utilisation du chèque.

3 – Améliorer le fonctionnement des forfaits

Les banques se sont engagées à : mieux détailler le contenu des forfaits dans les plaquettes tarifaires et lors de la souscription, garantir que les forfaits présentent toujours un avantage tarifaire par rapport à l'offre à la carte, mettre en place une nouvelle génération de forfaits personnalisables par le client. Le CCSF dressera un état des lieux avant le 1^{er} juin 2011.

4 – Prévenir les incidents de paiement et leur impact pour les consommateurs

Pour les clientèles fragiles, les banques se sont engagées à : intégrer dans toutes les offres bancaires de gammes de paiement alternatifs (GPA) un nombre minimum d'alertes sur le niveau du solde (mise en place du dispositif courant 2011), intégrer dans les offres de GPA un tarif limité pour les frais d'incident, notamment les commissions d'intervention qui seront divisées par deux par rapport au tarif actuel ou à un niveau plus modeste, proposer d'ici fin 2010 une solution transitoire permettant au minimum de limiter la perception de ces frais dans le cadre de la GPA existante.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Comité de Bâle

Le Comité de Bâle a annoncé le 12 septembre 2010 un notable renforcement des exigences de fonds propres et entériné sans réserve les accords auxquels il était parvenu le 26 juillet 2010. Ces modifications, de même que l'adoption d'une norme de liquidité forment un élément essentiel du programme de réforme financière qui sera présenté au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du G20, à Séoul, en novembre prochain.

Autorité de la concurrence

L'Autorité de la concurrence a sanctionné 11 banques françaises à hauteur de 384,9 millions d'euros pour infraction aux règles de la concurrence en instaurant des commissions interbancaires non justifiées lors du passage à la dématérialisation du traitement des chèques (Echange Images-Chèques). Elle a également sanctionné ces mêmes banques pour avoir appliqué deux commissions interbancaires pour services connexes (dites AOCT, annulation d'opérations compensées à tort).

Projet de loi de finances pour 2011

Les crédits de la mission outre-mer s'élèvent à 1,45 milliard d'euros en autorisations d'engagement et à 1,46 milliard d'euros en crédits de paiement. Le projet de loi de finances comprend deux axes : l'emploi et les conditions de vie outre-mer.

Les crédits de la mission sont projetés respectivement à 1,26 milliard d'euros en autorisations d'engagement et 1,28 milliard en crédits de paiement en 2012 et 1,25 milliard en autorisations de paiement et 1,19 milliard en crédits de paiement en 2013.

Publication au Journal Officiel de la République

Renforcement de la solidité des banques et contrôle des risques

L'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi du 25 août 2010 modifiant diverses dispositions réglementaires relatives au contrôle prudentiel des établissements de crédit et des entreprises d'investissement a été publié au Journal Officiel de la République du 24 septembre 2010.

Publications

1 - Microcrédit

L'Observatoire de la microfinance, présidé par Michel Camdessus, a publié son deuxième rapport annuel. Le Rapport souligne l'intérêt croissant suscité par la microfinance en France, la prise de conscience au sein de la profession bancaire pour faciliter l'accès au crédit ainsi que le rôle majeur joué par les pouvoirs publics dans la promotion de ce moyen de financement, notamment par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts et consignations. Ce développement va de pair avec l'apparition de nouveaux risques et un renforcement de la régulation est indispensable.

Le rapport est disponible en téléchargement sur : <http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/microfinance-2009.pdf>

2 - Epargne réglementée

Evolution de l'épargne réglementée depuis la généralisation de la distribution du livret A. L'article rédigé par Antoine Mérieux, Secrétaire général de l'Observatoire de l'épargne réglementée, et Alice de Charrette (Banque de France) a été publié dans le n° 181 du Bulletin de la Banque de France du 3^e trimestre 2010.

Le document est téléchargeable sur : <http://www.banque-france.fr/fr/publications/bulletin/bul181.htm>

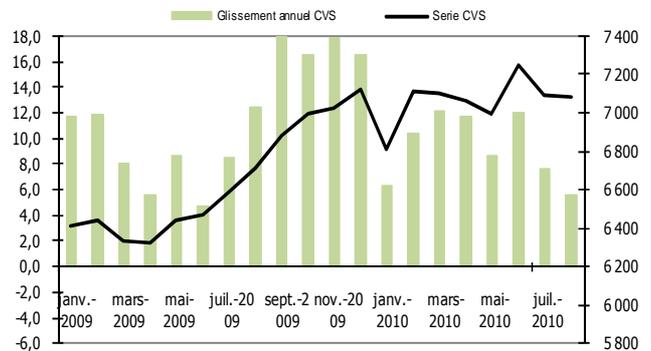
SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Le niveau élevé de chômage n'épargne pas les jeunes

A fin août 2010, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'élève à 52 580 en Guadeloupe et dans les Iles du Nord. Il enregistre une hausse de 0,5 % par rapport au mois précédent. En glissement annuel, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté de 6,2 %, soit 3 070 chômeurs de plus.

Cette détérioration du marché du travail affecte notamment les jeunes. Malgré une relative stagnation au mois d'août 2010 (-0,1 % en variation mensuelle), le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans de toutes catégories (ABC) s'élève à 7 080 en août 2010 contre 6 710 un an plus tôt : ce nombre s'inscrit en hausse respective de 5,5 % et de 18,6 % par rapport à août 2009 et août 2008. La baisse de 13 % du nombre de bénéficiaires des mesures de soutien à l'insertion destinées aux jeunes enregistrée en 2009 n'est pas sans lien avec l'évolution du marché du travail de cette catégorie d'actifs.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans de de catégorie ABC



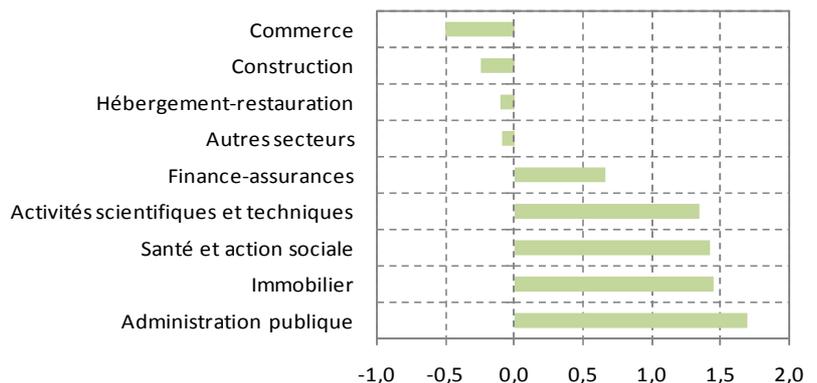
Source : DTEFP

Les collectivités locales, principal soutien de l'activité de crédit à fin juillet

A fin juillet 2010, l'encours des crédits déclarés au Service central des risques de la Banque de France sur des contreparties de Guadeloupe s'élève à 4,32 milliards d'euros. Sur un an, il augmente de 5,6 % (+231,1 millions €), soit un taux inférieur de 1,4 point à celui observé en 2009.

Reflète de l'attentisme des entreprises, l'encours de crédit des principaux secteurs d'activité accuse une baisse (-5,3 % pour le commerce, -6,4 % pour la construction, -6 % pour l'hébergement-restauration). A l'inverse, les entreprises exerçant dans la « santé et l'action sociale » et les « activités scientifiques et techniques » (comprenant notamment les cabinets d'ingénierie et d'études liées à la construction) accroissent leur recours au crédit, les encours progressant de respectivement 22,8 % et 8,5 % (soit +58,3 millions € et +55,3 millions €). Les collectivités locales apparaissent pour leur part comme le principal soutien de l'activité de crédit en Guadeloupe en 2010, avec un encours en progression de 12,9 % (+69,5 millions €) sur un an.

Contribution (en points) des secteurs d'activités à la croissance annuelle de l'encours de crédits à fin juillet 2010 (+5,6%)



Source : SCR-banque de France

En variation trimestrielle, l'encours de crédit demeure atone (+1,1 %, après +1,6 % au trimestre précédent), malgré une croissance notable des crédits en faveur des entreprises de la construction (+4,8 % ; +6,6 millions €).

Publication : Panorama de la Guadeloupe

L'Iedom Guadeloupe a publié une nouvelle note expresse intitulée « Panorama de la Guadeloupe ». Cette note présente les principales caractéristiques structurelles et économiques de l'île et dresse un panorama de l'économie pour l'année 2009. Elle fournit des données de cadrage macroéconomique et une présentation des secteurs clés de l'économie tels que le BTP et le tourisme. Une partie est consacrée à l'analyse de l'activité bancaire.

La note expresse « Panorama » est déclinée pour les différentes géographies de la zone d'intervention de l'Iedom. Le bulletin trimestriel de conjoncture économique portant sur le deuxième trimestre 2010 est également paru. Vous pouvez vous procurer ces publications en les téléchargeant gratuitement sur notre site internet : <http://www.iedom.fr>.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Une journée Outre-mer développement à Paris

Le 4 septembre 2010, a été organisée par l'association Outre-mer développement la journée Outre-mer développement à Paris. Cette manifestation a réuni de nombreux acteurs du monde économique et social ultramarin. Le thème de cette seconde édition était : « 2010 : décalage ou décollage ? ».

Une pièce de 10 euros « argent » aux contours de l'archipel de la Guadeloupe

Dans le cadre d'une nouvelle collection baptisée « les euros des régions », une nouvelle pièce d'une valeur de dix euros a été créée et a cours légal sur l'ensemble du territoire français. Le nom et les contours des régions à l'honneur apparaissent côté pile de ces pièces.

Carburants : baisse des prix et mesures compensatoires pour les compagnies pétrolières

Le Préfet de Guadeloupe a signé un nouvel arrêté relatif aux prix de certains produits pétroliers. Depuis le 6 septembre 2010, les prix maximum de vente à la pompe au consommateur sont fixés à 1,32 euro pour le Super Sans Plomb et à 1,17 euro pour le Gazole. Par ailleurs, suite au gel des prix des carburants dans les DOM de novembre 2009 à août 2010, le gouvernement devrait verser un nouveau chèque compensatoire de 81 millions d'euros aux compagnies pétrolières.

L'illettrisme : un problème de taille en Guadeloupe

Selon l'Enquête Information et Vie Quotidienne publiée récemment par l'INSEE, un guadeloupéen sur cinq est en situation d'illettrisme. Les aînés sont certes plus touchés mais les jeunes ne sont pas épargnés : parmi les 16-29 ans, une personne sur six rencontre de sérieuses difficultés dans un des domaines fondamentaux de l'écrit.

ACTUALITE REGIONALE

Elections à Sint-Maarten : le parti « National Alliance » obtient le plus grand nombre de sièges

Les élections du 17 septembre visent à élire les 15 représentants qui deviendront les membres du premier Parlement de Sint-Maarten, élus pour quatre ans. Le parti « National Alliance » a obtenu 7 sièges, les partis « United Party » et « Democratic Party » respectivement 6 et 2 sièges. Ces 15 parlementaires nommeront les 7 ministres qui composeront le gouvernement de Sint-Maarten, lequel prendra officiellement la gestion des affaires à partir du 10 octobre.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Indice des prix à la consommation	Août 2010	123,6	0,7 %	3,8 %
	France			-	1,4 %
Chômage (Source : DDTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Août 2010	52 580	0,5 %	6,2 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations - (en M€)	Cumul à fin Juillet 2010	95	-	-9,0 %
	Importations - (en M€)		1 193	-	8,2 %
Energie (Source : EDF)	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Août 2010	35	-20,7 %	-5,2 %
	Cumul annuel		317	-	10,0 %

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages (Source : IEDOM)	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Août 2010	21 898	-0,9 %	-7,5 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Août 2010	483	0,2 %	4,8 %
	Cumul annuel		4 024	-	25,6 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	Septembre 2010	26	85,7 %	13,0 %
Entreprises (Source : IEDOM)	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers €	Septembre 2010	926	19,9 %	-20,5 %
	Cumul annuel		11 956	-	-17,3 %
	- Nombre	Septembre 2010	112	5,7 %	-26,3 %
	Cumul annuel		1 110	-	-16,2 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Août 2010	207 235	6,7 %	2,9 %
	Cumul annuel		1 310 505	-	7,6 %
Trafic portuaire (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes)	Cumul à fin Août 2010	1 926 577	-	4,2 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		577 962	-	6,8 %
Immatriculations (Source : Commissariat général au Développement Durable)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	Février 2010	807	-9,6 %	-3,0 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	Février 2010	142	-31,4 %	2,2 %
	Cumul annuel (VPN+VUN)		2 049	-	-6,4 %
Construction (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	Septembre 2010	19 788	2,4 %	-0,4 %
	Cumul annuel		179 709	-	5,7 %
Banane (Source : DDCCRF)	Exportations de bananes (tonnes)	Juillet 2010	3 980	9,6 %	-22,7 %
	Cumul annuel		16 250	-	-40,6 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal		Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/10)					
ANNEE 2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE 2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

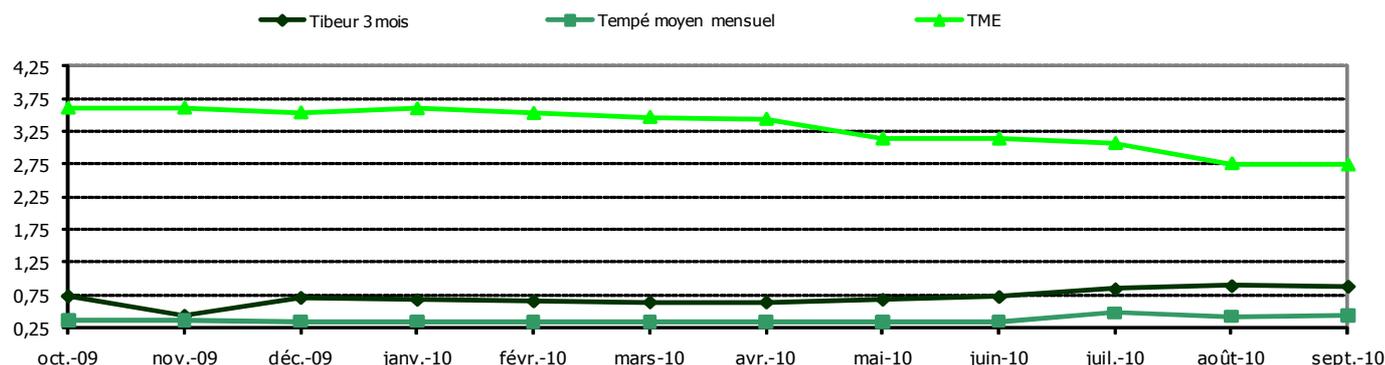
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (septembre 2010)			
Juin	Juillet	Août	Septembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3489%	0,4768%	0,4199%	0,4431%	0,6180%	0,8800%	1,1370%	1,4200%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juin	Juillet	Août	Septembre	Juin	Juillet	Août	Septembre
3,14%	3,07%	2,76%	2,74%	3,34%	3,27%	2,96%	2,94%

Taux de l'usure (applicable à partir du quatrième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,60%			
Prêts à taux variable		5,05%			
Prêts relais		6,27%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,32%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,32%	Découverts en compte (1)		13,59%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,15%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

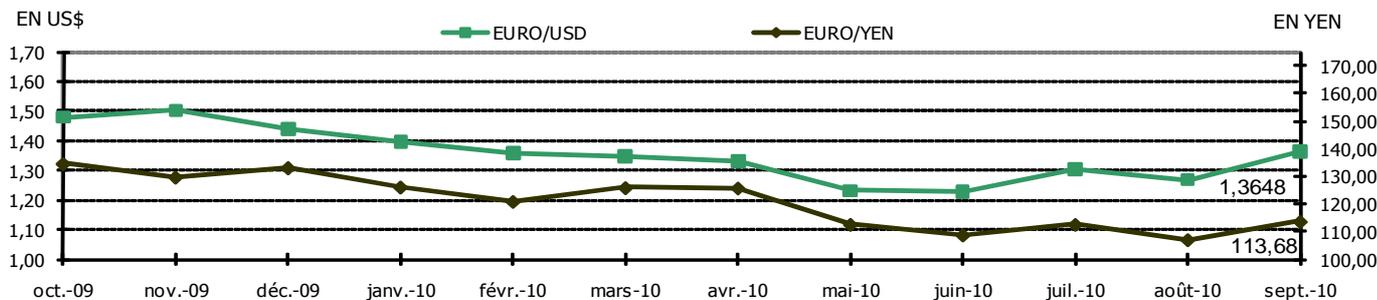
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3648	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,5438	EURO/SRD (Surinam)	3,73210
EURO/JPY (Japon)	113,6800	EURO/BWP (Botswana)	8,96180	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,43370
EURO/CAD (Canada)	1,4073	EURO/SCR (Seychelles)	16,8114	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,4819
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85995	EURO/MUR (Maurice)	41,2057	EURO/BBD (La Barbade)	2,71920
EURO/SGD (Singapour)	1,7942	EURO/BRL (Brésil)	2,3201	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,64710
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5918	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,53050	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2748,22	EURO/XCD (Dominique)	3,6709	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK